tenu de nos décisions concernant d'autres allégations présentées en appel, les conditions attachées à chacune de ces allégations n'étaient pas remplies.¹²⁷⁹ Par conséquent, nous n'examinons pas les allégations d'erreur conditionnelles formulées par les États-Unis.

6 CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS

6.1. Pour les raisons exposées dans le présent rapport, l'Organe d'appel formule les constatations et conclusions suivantes.

6.1 Mandat

6.2. La question de savoir si une allégation entre dans le champ d'une procédure au titre de l'article 21:5 doit être réglée en fonction du fait que l'allégation a ou non été tranchée sur le fond dans la procédure initiale et était donc visée par les recommandations et décisions de l'ORD. La "responsabilité" d'une partie en ce qui concerne le fait qu'une allégation n'a pas été tranchée, ou l'absence d'une telle responsabilité, n'est pas déterminante pour la question de savoir si une allégation peut être réitérée dans une procédure de mise en conformité. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur en admettant les allégations de l'Union européenne concernant les contrats d'achat de l'USDOD antérieurs à 2007 dans la présente procédure de mise en conformité.

- a. Nous confirmons donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 7.131 et 11.5.a.ii de son rapport, selon laquelle les allégations de l'Union européenne concernant les contrats d'achat de l'USDOD antérieurs à 2007 relevaient de son mandat.

6.2 Contrats d'achat de l'USDOD

6.3. Nous constatons que le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord dans son analyse de la contribution financière au titre de l'article 1.1 a) 1) de l'Accord SMC en n'examinant pas suffisamment les éléments de preuve et arguments de l'Union européenne et en ne fournissant pas d'explications motivées et adéquates pour ses constatations. En outre, nous constatons que l'analyse de l'avantage faite par le Groupe spécial présente les mêmes défauts.

- a. Nous infirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 8.437.b et 11.7.c.i de son rapport, selon laquelle, à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que les versements et l'accès aux installations, équipements et employés de l'USDOD fournis à Boeing par le biais des contrats d'achat de l'USDOD antérieurs à 2007 et postérieurs à 2006 comportent des contributions financières, l'Union européenne n'a pas établi qu'ils conféraient un avantage à Boeing au sens de l'article 1.1 b) de l'Accord SMC. Nous constatons également que les constatations de fait du Groupe spécial ou les données de fait non contestées versées au dossier du Groupe spécial sont insuffisantes pour que nous complétions l'analyse juridique à cet égard.

6.3 Avantages fiscaux FSC/ETI

6.4. Pour que des recettes soient considérées comme "abandonnées" au titre de l'article 1.1 a) 1 ii) de l'Accord SMC, les pouvoirs publics doivent renoncer à un droit de se procurer des recettes. Par conséquent, l'établissement de l'existence de cette contribution financière exige une détermination selon laquelle les pouvoirs publics ont renoncé à un droit de se procurer des recettes. Cette détermination doit être axée sur la conduite des pouvoirs publics plutôt que sur l'utilisation d'avantages fiscaux par les contribuables admissibles. Nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur en se concentrant plutôt sur la question de savoir si Boeing avait *utilisé* des avantages fiscaux FSC/ETI.

¹²⁷⁹ Voir les paragraphes 5.119, 5.366, 5.551 et 5.567.

- a. Nous infirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 8.612 et 11.7.c.ii de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'avait pas établi que, après l'expiration de la période de mise en œuvre, les États-Unis accordaient ou maintenaient des subventions en faveur de Boeing sous la forme d'avantages fiscaux FSC/ETI parce qu'elle n'avait pas démontré que ces avantages fiscaux comportaient une contribution financière au sens de l'article 1.1 a) 1) ii) de l'Accord SMC.
- b. En outre, nous avons complété l'analyse juridique et constatons que, dans la mesure où Boeing continue d'avoir droit aux avantages fiscaux FSC/ETI pendant la période postérieure à la mise en œuvre, les États-Unis n'ont pas cessé d'accorder une contribution financière et n'ont donc pas retiré les subventions FSC/ETI en ce qui concerne Boeing au sens de l'article 7.8 de l'Accord SMC.

6.4 Obligations industrielles de la ville de Wichita

6.5. La période pendant laquelle le programme de subventions a été appliqué doit être prise en compte par les groupes spéciaux dans leur évaluation de la spécificité au titre de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC. Toutefois, il ne s'ensuit pas que la période totale pendant laquelle le programme a été appliqué doit nécessairement être choisie comme période pertinente au moment de déterminer si, au titre de la deuxième phrase de cette disposition, des montants de subvention disproportionnés ont été accordés à certaines entreprises. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC en concluant que, dans les circonstances spécifiques de la présente affaire, la période pertinente sur laquelle il convenait d'examiner le caractère disproportionné commençait à la fin de la période de mise en œuvre. S'agissant de l'application par le Groupe spécial de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur en constatant qu'il n'existait pas de disparité entre la distribution prévue et la distribution réelle de la subvention.

- a. Nous infirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 8.640 et 11.7.c.iii de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'a pas établi que les abattements fiscaux accordés par le biais des IRB émises par la ville de Wichita comportaient des subventions spécifiques au sens des articles 1^{er} et 2 de l'Accord SMC. Nous constatons également que les constatations de fait du Groupe spécial ou les données de fait non contestées versées au dossier du Groupe spécial sont insuffisantes pour que nous complétions l'analyse juridique à cet égard. Ayant infirmé la constatation du Groupe spécial, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner si, de surcroît, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.

6.5 Obligations pour le développement économique de la Caroline du Sud

6.6. S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'expression "nombre limité" figurant dans la deuxième phrase de l'article 2.1 c) de l'Accord SMC, nous avons observé que ce qui constituait un groupe d'entreprises limité du point de vue quantitatif devait être déterminé au cas par cas, compte tenu des caractéristiques particulières du programme de subventions et des circonstances de l'affaire. Nous ne pensons pas comme l'Union européenne que le Groupe spécial a interprété implicitement l'expression "nombre limité" comme signifiant "une" ou "moins de trois". Par contre, il a considéré que l'Union européenne ne s'était pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait sur le point de savoir si la subvention EDB avait été utilisée seulement par un "nombre limité" de certaines entreprises. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans son interprétation de l'expression "nombre limité" de certaines entreprises figurant à l'article 2.1 c) de l'Accord SMC.

6.7. S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation et son application de l'expression "certaines entreprises" figurant dans la deuxième phrase de l'article 2.1 c), nous avons observé que la détermination sur le point de savoir si un certain nombre d'entreprises ou de branches de production constituaient "certaines entreprises" devrait être faite à la lumière de toutes les caractéristiques pertinentes des entités, y compris la nature et le but de leurs activités sur les marchés en question et le contexte dans lequel

ces activités étaient exercées. Le Groupe spécial a fait erreur en tenant compte de trois entités spécifiques dans son analyse de la spécificité au titre de l'article 2.1 c) sans avoir établi qu'elles constituaient "certaines entreprises". Toutefois, son rejet des allégations de l'Union européenne ne dépendait pas de sa déclaration relative à la pertinence des trois entités spécifiques dans son analyse de la spécificité *de facto*.

6.8. S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'expression "utilisation dominante" figurant dans la deuxième phrase de l'article 2.1 c), nous avons observé que cette expression faisait principalement référence à l'importance ou à la fréquence de l'utilisation de la subvention par certaines entreprises. En outre, nous avons constaté que des éléments de preuve démontrant l'existence d'une "utilisation dominante par certaines entreprises" pouvaient aussi être pertinents pour une démonstration de l'octroi "à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés". En conséquence, nous constatons qu'en excluant une catégorie d'éléments de preuve potentiellement pertinents pour l'évaluation de l'existence d'une "utilisation dominante par certaines entreprises" et, finalement, pour la détermination de la spécificité *de facto* au motif que ces éléments de preuve étaient plus pertinents pour l'évaluation d'un autre facteur visé dans la deuxième phrase de l'article 2.1 c), le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de ces facteurs énoncés à l'article 2.1 c).

- a. Nous infirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 8.843 de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'a pas établi que la subvention accordée par la Caroline du Sud au moyen du produit des EDB était spécifique au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC. Nous constatons également que les constatations de fait du Groupe spécial ou les données de fait non contestées versées au dossier du Groupe spécial sont insuffisantes pour que nous complétions l'analyse juridique à cet égard. Ayant infirmé la constatation du Groupe spécial, nous n'estimons pas nécessaire d'examiner si, de surcroît, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.

6.6 Crédits d'impôt de la Caroline du Sud pour les emplois dans un parc industriel multicomté

6.9. Une subvention est spécifique au titre de l'article 2.2 de l'Accord SMC lorsque la possibilité d'en bénéficier est soit explicitement soit implicitement limitée à des entités exerçant des activités économiques sur le marché qui ont leur siège, leurs succursales ou leurs installations de fabrication dans une "région géographique déterminée" relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention, ou qui sont d'une autre manière établies à l'intérieur d'une telle région. En l'espèce, cette limitation, énoncée à l'article 12-6-3360 de la Loi sur l'impôt sur les bénéfices de la Caroline du Sud, n'est pas invalidée par le fait que des entreprises qui ne sont pas actuellement situées dans un parc industriel multicomté pourraient faire partie d'un tel parc dans le futur et remplir alors les conditions requises pour bénéficier de la subvention. Nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur dans l'application de l'article 2.2 de l'Accord SMC en disant qu'"on ne {pouvait} pas valablement considérer que" le fait que la subvention relative aux parcs industriels multicomtés pouvait être obtenue uniquement par les entreprises situées à l'intérieur d'un tel parc "équiva{lait} à une limitation au regard de l'article 2.2" de l'Accord SMC.

- a. Nous infirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 8.931 et 11.7.c.vii de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'a pas établi que la subvention accordée au moyen des crédits d'impôt additionnels sur les bénéfices des sociétés était spécifique au sens de l'article 2.2 de l'Accord SMC.
- b. En outre, nous complétons l'analyse juridique et constatons que la subvention accordée à Boeing au moyen des crédits d'impôt additionnels sur les bénéfices des sociétés, conformément à l'article 12-6-3360 de la Loi sur l'impôt sur les bénéfices de la Caroline du Sud, est spécifique au sens de l'article 2.2 de l'Accord SMC.

6.7 Effets défavorables continus

6.10. Pour l'évaluation de la question de savoir si des mesures appropriées ont été prises pour éliminer les effets défavorables d'une subvention au sens de l'article 7.8 de l'Accord SMC, la période

sur laquelle évaluer l'élimination des effets défavorables peut inclure des faits nouveaux postérieurs au moment de la commande, y compris jusqu'au moment de la livraison. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur dans son interprétation de l'article 7.8 en excluant *ab initio* du champ d'un examen de la question de savoir si les États-Unis n'avaient pas pris de mesures appropriées pour éliminer les effets défavorables des subventions des éléments de preuve relatifs à des transactions dans le cadre desquelles les commandes avaient été passées pendant la période de référence initiale mais les livraisons restaient à effectuer pendant la période postérieure à la mise en œuvre.

- a. Nous infirmos donc l'interprétation de l'article 7.8 de l'Accord SMC donnée par le Groupe spécial aux paragraphes 9.311 à 9.314 de son rapport, et la déclaration qu'il a faite au paragraphe 9.332 de son rapport, selon laquelle l'invocation du rôle des livraisons d'aéronefs pendant la période postérieure à la mise en œuvre comme élément de preuve montrant la continuation d'un préjudice grave serait incompatible avec l'article 7.8. Ayant infirmé cette constatation, nous n'examinons pas si, de surcroît, le Groupe spécial a fait erreur dans l'application de l'article 7.8, ou a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord. Cependant, comme nous ne savons pas très bien si la décision du Groupe spécial d'exclure deux autres campagnes de vente en tant que pertes notables de ventes résultait de l'erreur susmentionnée, et comme la demande de l'Union européenne repose sur une hypothèse que nous avons rejetée, nous nous abstenons d'infirmes la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 9.407 de son rapport, dans la mesure où elle exclut les campagnes de vente de Fly Dubai en 2008 et de Delta Airlines en 2011.
- b. Nous constatons en outre que le Groupe spécial n'a pas fait erreur au regard des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC, ni agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord, en constatant séparément que les arguments de l'Union européenne n'étaient pas étayés par les éléments de preuve et/ou allaient à l'encontre des constatations formulées dans la procédure initiale. Nous confirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial aux paragraphes 9.332 et 11.8.b de son rapport, selon laquelle l'Union européenne n'avait pas établi que les effets défavorables initiaux des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 continuaient pendant la période postérieure à la mise en œuvre sous la forme d'un préjudice grave actuel en relation avec l'A330 et l'A350XWB, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC.

6.8 Effets sur la technologie

6.11. Nous estimons que le Groupe spécial était tenu d'évaluer si les effets d'accélération des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 avaient eu une incidence non seulement sur le moment du lancement du 787, mais aussi sur le moment de sa première livraison. Nous ne sommes pas convaincus qu'il suffisait que le Groupe spécial fonde sa conclusion concernant les allégations de l'Union européenne relatives aux effets sur la technologie uniquement sur son interprétation des constatations du Groupe spécial initial. Étant donné que l'examen contrefactuel dans la présente procédure de mise en conformité était différent de celui qui était en cause dans la procédure initiale, nous aurions attendu du Groupe spécial une analyse concernant les raisons pour lesquelles il n'était pas justifié de se concentrer sur les effets d'accélération postérieurs au lancement. En n'évaluant pas dans son analyse contrefactuelle si les effets d'accélération des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 avaient eu une incidence non seulement sur le lancement du 787, mais aussi sur le moment de la première livraison du 787, le Groupe spécial n'a pas évalué correctement la question contrefactuelle de savoir s'il subsistait des effets d'accélération des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 subsistaient pendant la période postérieure à la mise en œuvre. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur dans l'application des articles 5 et 6.3 et, donc, de l'article 7.8 de l'Accord SMC.

- a. Nous infirmos donc les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 9.177, 9.186 et 9.355 de son rapport, selon lesquelles l'Union européenne n'a pas démontré: i) que les effets d'accélération des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 en relation avec le développement par Boeing des technologies pour le 787 avaient continué pendant la période postérieure à la mise en œuvre; ii) l'existence d'effets des subventions initiales sur la technologie produits par

les subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 en relation avec le développement par Boeing des technologies pour le 787 pendant la période postérieure à la mise en œuvre; et iii) l'existence d'effets secondaires sur la technologie des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 en ce qui concerne le 787-9/10, le 777X et le 737 MAX pendant la période postérieure à la mise en œuvre.

- b. En conséquence, et dans cette mesure, nous infirmos aussi les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 9.219, 9.220, 9.372, 9.373, 11.8.a et 11.8.e de son rapport, selon lesquelles l'Union européenne n'a pas établi que les subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 étaient une cause réelle et substantielle de l'une quelconque des formes de préjudice grave alléguées en ce qui concerne l'A350XWB et l'A320neo pendant la période postérieure à la mise en œuvre, par le biais d'un mécanisme de causalité lié à la technologie. Ayant infirmé ces constatations, nous n'examinons pas les allégations additionnelles de l'Union européenne concernant le fait que le Groupe spécial a fait erreur dans l'application des articles 5, 6.3 et 7.8 de l'Accord SMC ou a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.
- c. Nous constatons en outre que nous ne sommes pas en mesure de compléter l'analyse juridique sur le point de savoir s'il subsiste des effets d'accélération des subventions pour la R&D aéronautique antérieures à 2007 pendant la période postérieure à la mise en œuvre.

6.9 Effets sur les prix

6.12. Le Groupe spécial n'a pas considéré que, pour que l'existence de pertes notables de ventes selon un mécanisme de causalité lié aux prix soit constatée, il ne devait pas y avoir de facteurs autres que le prix qui contribuaient potentiellement au fait que Boeing avait remporté ces ventes. Par contre, l'interprétation du critère juridique par le Groupe spécial reflétait dûment un soupesage et une mise en balance des facteurs de prix et des facteurs autres que le prix visant à arriver à une conclusion sur le point de savoir si une campagne de vente était particulièrement sensible aux prix, de sorte qu'il pouvait être constaté que les subventions fiscales liées étaient une cause réelle et substantielle de préjudice grave. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial n'a pas fait erreur dans l'interprétation des articles 5 et 6.3, et donc de l'article 7.8, de l'Accord SMC lorsqu'il a identifié le critère de causalité applicable.

6.13. En ce qui concerne l'évaluation par le Groupe spécial de l'importance relative du montant des subventions fiscales liées, nous considérons qu'il y avait une base qui permettait au Groupe spécial de supposer que Boeing avait pu utiliser les avantages des subventions découlant de toutes ses ventes de LCA pour baisser les prix dans des campagnes de vente particulièrement sensibles aux prix sur le marché des LCA monocouloirs. En outre, le Groupe spécial n'était pas tenu d'établir que le montant par avion des subventions disponibles pour ces campagnes de vente était supérieur aux écarts entre les prix nets des avions concurrents d'Airbus et de Boeing pour constater que les subventions étaient une cause réelle et substantielle de la perte de ces ventes par Airbus, et donc du préjudice grave. Nous constatons donc que le Groupe spécial n'a pas fait erreur au regard des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC, ni agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord, dans son évaluation de l'importance relative du montant des subventions fiscales liées.

- a. Nous confirmos donc la constatation formulée par le Groupe spécial au paragraphe 9.252 de son rapport, et par conséquent, dans la mesure où il la reprend, au paragraphe 11.8.a, selon laquelle l'Union européenne n'avait pas établi que les subventions fiscales liées causaient un préjudice grave, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC, sur le marché des LCA bicouloirs pendant la période postérieure à la mise en œuvre.
- b. Nous confirmos également les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 9.407, 9.444 et 11.8.c et d de son rapport, selon lesquelles l'Union européenne avait établi que les subventions fiscales liées causaient des pertes notables de ventes, au sens des articles 5 c) et 6.3 c) de l'Accord SMC, sur le marché des LCA monocouloirs, en ce qui concerne les campagnes de vente de Fly Dubai en 2014, d'Icelandair en 2013 et d'Air Canada en 2013, pendant la période postérieure à la mise en œuvre, ainsi qu'une menace d'entrave aux importations de LCA monocouloirs

d'Airbus aux États-Unis et aux exportations de LCA monocouloirs d'Airbus vers les Émirats arabes unis, au sens des articles 5 c) et 6.3 a) et b) de l'Accord SMC, pendant la période postérieure à la mise en œuvre.

6.14. En rejetant l'idée qu'il pouvait être constaté que des subventions non liées avaient un lien réel avec la production des LCA pertinents, qui avait été admise par l'Organe d'appel dans la procédure initiale, le Groupe spécial n'a pas appliqué le critère juridique correct pour évaluer si les subventions non liées étaient une cause réelle d'effets défavorables au titre des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC. En particulier, nous ne considérons pas que le critère juridique de causalité exige qu'il soit montré que les subventions non liées modifiaient effectivement la fixation par Boeing des prix de ses LCA. En conséquence, nous constatons que le Groupe spécial a fait erreur au regard des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC en exigeant que l'Union européenne démontre que les subventions non liées entraînaient effectivement des réductions de prix dans les ventes de LCA de Boeing afin d'établir que les subventions causaient des effets défavorables par le biais de la baisse des prix des LCA de Boeing.

- a. Nous infirmos donc les constatations formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 9.277, 9.291, 9.472 et 9.476 de son rapport, et par conséquent, dans la mesure où ils les reprennent, aux paragraphes 11.8.a et 11.8.e, de son rapport, selon lesquelles l'Union européenne n'avait pas établi que les subventions non liées causaient un préjudice grave, au sens des articles 5 c) et 6.3 de l'Accord SMC, pendant la période postérieure à la mise en œuvre par le biais d'un mécanisme de causalité lié aux prix. Ayant infirmé cette constatation, nous n'examinons pas si, de surcroît, le Groupe spécial a agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémoire d'accord.
- b. Nous constatons en outre que nous ne sommes pas en mesure de compléter l'analyse juridique sur le point de savoir si les subventions non liées causent des effets défavorables au sens des articles 5 et 6.3 de l'Accord SMC.

6.10 Allégations additionnelles présentées en appel

6.15. L'Union européenne allègue que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation des articles 5, 6.3 et 7.8 de l'Accord SMC en constatant qu'un produit subventionné ne pouvait causer un préjudice grave à un autre produit que si les deux produits en question étaient en concurrence sur le même marché, dans la mesure où cette interprétation se rapporte à un préjudice grave sous la forme d'un empêchement notable de hausses de prix, d'une dépression notable des prix et de pertes notables de ventes. L'Union européenne indique que, en demandant l'infirmité de cette constatation, elle cherche à nous permettre, lorsque nous compléterons l'analyse juridique, de constater qu'il y avait des pertes notables de ventes dans les cas où le 787-8/9 et l'A350XWB-900 étaient en concurrence pour la vente. Compte tenu de nos décisions concernant d'autres allégations présentées en appel et, en particulier, du fait que nous ne sommes pas appelés à examiner la demande de l'Union européenne visant à ce que l'analyse juridique soit complétée en ce qui concerne le marché des LCA bicouloirs, nous n'avons pas besoin d'examiner un quelconque rapport de concurrence potentiel entre les LCA 787-8/9 et A350XWB-900 et nous n'examinons donc pas l'allégation d'erreur formulée par l'Union européenne.

6.16. L'Union européenne allègue également que le Groupe spécial a fait erreur dans l'interprétation des articles 5, 6.3 et 7.8 de l'Accord SMC en constatant prétendument que l'agrégation et le cumul des subventions constituaient les deux seules approches de l'évaluation collective des effets défavorables de subventions multiples. Elle dit qu'elle demande l'infirmité de l'interprétation du Groupe spécial car elle serait essentielle pour que l'Organe d'appel complète l'analyse juridique. Dans la présente procédure, nous n'avons pas été en mesure de conclure que les subventions non liées étaient une cause réelle d'effets défavorables et une telle démonstration aurait également été exigée dans le cadre des approches proposées par l'Union européenne pour l'évaluation collective de subventions multiples. Par conséquent, compte tenu de nos décisions concernant d'autres allégations présentées en appel, nous ne sommes pas appelés à examiner de telles méthodes additionnelles d'évaluation collective des subventions et nous n'examinons donc pas l'allégation d'erreur formulée par l'Union européenne.

6.17. Enfin, nous notons que les États-Unis ont présenté quatre allégations conditionnelles contestant diverses constatations du Groupe spécial. Compte tenu de nos décisions concernant

d'autres allégations présentées en appel, les conditions attachées à ces allégations ne sont pas remplies. Par conséquent, nous n'examinons pas les allégations d'erreur conditionnelles formulées par les États-Unis.

6.11 Recommandation

6.18. L'Organe d'appel recommande que l'ORD demande aux États-Unis de rendre leurs mesures, dont il a été constaté dans le présent rapport, et dans le rapport du Groupe spécial, modifié par le présent rapport, qu'elles étaient incompatibles avec l'Accord SMC, conformes à leurs obligations au titre de cet accord.

Texte original signé à Genève le 15 mars 2019 par:

Peter Van den Bossche
Président de la section

Thomas Graham
Membre

Shree Baboo Chekitan Servansing
Membre